

Formation

Bosser ou apprendre, pourquoi choisir?

Nathalie Bamps

En Suisse, qu'on soit électronicien, infirmier, réceptionniste ou ingénieur, on est formé sur le terrain, dès 15 ans. La formation en alternance école-entreprise, deux tiers des jeunes y passent. Et ça marche.

Il s'appelle Manuel. Il est suisse. Il a 16 ans. Un visage poupin. On l'imagine sur sa PS4 dans sa chambre, paquet de chips, d'un côté, bouteille de Coke, de l'autre. Des vêtements sales partout. Une caricature d'ado. Sac à dos, Ipod dans les oreilles, sur le chemin de l'école.

Mais Manuel, ce n'est pas à l'école qu'il va. Chaque jour, il prend le train, descend à l'arrêt Buchrain. Là, c'est... le bled. À 10 km de Lucerne. En arrière-plan, des montagnes. Des pâturages verdoyants. Des vaches. Des chalets. Une vraie carte postale.

À l'avant-plan, un quai. De l'autre côté des rails, des bâtiments préfabriqués. Industriels. Le site de l'entreprise Schindler. Celle qui colle son nom sur la majorité des tapis roulants des aéroports dans le monde. Qui envoie, dans les cieux, des millions de gens, chaque jour, grâce à ses ascenseurs ultramodernes. Comme celui de la tour de l'International Commerce Center de Hong Kong, 490 m de haut, 83 ascenseurs. Imaginés, conçus depuis les vallées de la Suisse alémanique,

Manuel a beau n'avoir que 16 ans, il gagne 620 euros par mois. En 4e année, il sera à 1.350 euros par mois, un tiers du salaire de base d'un polymécanicien. Tout cela pour étudier et se former chez Schindler. Et bientôt, produire aussi, sans cesser d'apprendre. Ou faire de la recherche, l'autre voie proposées aux apprentis. Et, au final, rapporter quelques millions d'euros à l'entreprise. Car, si Schindler consacre du temps, de l'énergie, du personnel pour former les jeunes, ce n'est pas à fonds perdus. Du tout.

Le groupe Schindler réalise 14 millions de chiffre d'affaires grâce à la formation professionnelle. "En 3e et 4e années, les apprentis produisent déjà les pièces qui vont être vendues. Le chiffre d'affaires

réalisé par l'atelier de production-formation s'élève à 4 millions d'euros", explique Hugo, responsable de l'atelier. Le reste des bénéfices provient des formations. Schindler facture, en effet, ses apprentis de 3e et 4e année aux autres départements, comme la R & D, la programmation électronique. "C'est comme cela que se fait le retour sur investissement", dit Frédéric Michaud, responsable RH chez Schindler. Un vrai business...

Premier circuit de formation

Manuel fait partie des 84.114 jeunes de 15 à 18 ans qui suivent le circuit de la formation professionnelle initiale en Suisse. Ce que les Helvètes appellent la formation duale, baptisée, dans nos contrées, "formation en alternance". Alors que, chez nous, elle ne concerne que 5% des jeunes, en Suisse, l'alternance 2 jours à l'école-3 jours en entreprise est le premier circuit de formation du pays. Deux tiers des jeunes s'y embarquent chaque année. À l'inverse, l'université ne draine que... 1% des jeunes. Le reproche qui lui est fait: le manque d'expérience professionnelle... Forcément.

La recette du succès de l'alternance? Le système ne ferme aucune porte. Les jeunes posent leur choix à 15 ans, en fin de 3e année secondaire. À ce moment-là, ils changent, d'office, d'école. À la fin de leur tronc commun.

Quelle que soit la filière qu'ils choisissent (alternance, école de culture générale ou "gymnase", équivalent des humanités générales chez nous, et seule filière avec accès direct à l'université), ils auront la possibilité, grâce à des passerelles, d'accéder à toutes les possibilités offertes par l'enseignement supérieur.

Soit arrêter leur parcours au terme de leur certificat fédéral de capacité (à 19 ans donc), soit tenter ce que les Suisses appellent une "maturité professionnelle" (sorte de "spécialisation"), ou encore accéder aux écoles supérieures, aux hautes écoles spécialisées ou pédagogiques, voire même à l'université... "Faire un apprentissage en soins, puis passer l'examen d'entrée pour médecine à l'unif, c'est possible. Difficile, mais cela arrive", explique ainsi Emanuel Wüthrich, senior advisor à l'Institut fédéral de formation professionnelle.

Un exemple emblématique? Prenez le big boss d'UBS, Sergio Ermotti. Ce fils de banquier a suivi cette filière d'apprentissage en alternance, dégotant un stage à la Cornèr Banque, à Lugano. Avec, dans la poche, un diplôme fédéral d'expert bancaire (obtenu après passage des examens fédéraux), il a complété, par la suite, ses études, allant jusqu'à suivre un programme à... l'Université d'Oxford.

"En faisant ce choix, on ne dit non à rien, explique Emanuel Wüthrich. Le système attire tout autant les meilleurs élèves. Ce n'est pas un choix de relégation. D'ailleurs, 80% des jeunes qui s'engagent dans la filière professionnelle disent que c'est leur premier choix."

C'est notamment le cas de Julie, apprentie à l'Hôpital de l'Île, à Berne. L'institution accueille 500 personnes en apprentissage. La jeune fille, originaire de Fribourg, a commencé par un apprentissage en soins à domicile. Le rêve de sa vie. "Depuis toute petite, je savais que je voulais devenir infirmière. Je voulais y arriver le plus vite possible." En Suisse romande, la formation en alternance est moins ancrée dans les mœurs. Les possibilités y sont plus réduites. Julie était tellement motivée qu'elle a décidé de faire ses bagages, direction Berne. "Je voulais faire l'ESSC (École de soins et de santé communautaire), être directement, et davantage dans la pratique."

Julie ne s'est pas arrêtée là. À 19 ans, elle a poursuivi son cursus à l'école supérieure des soins infirmiers. Le secteur des soins de santé applaudit. Car, comme chez nous, il manque de bras. "Les besoins en aides à domicile sont en hausse de 35%, explique Peter Studer, responsable de secteur à OdASantré, l'organisme qui s'occupe de la formation professionnelle dans le domaine de la santé. Si on mise sur un seul type de formation, on n'aura jamais assez de personnes pour combler les manques..."

Un choix pas toujours simple

Mais quand on a 15 ans, est-il si simple de choisir sa voie? Pas toujours. Pascale, formatrice à l'hôpital, se rappelle cet étudiant en soins infirmiers qui avait d'abord tenté un apprentissage en... mécanique auto.

Alexander, étudiant à la Mechatronik Schule de Winterthur (MSW, une école technique et professionnelle) a, lui aussi, galéré. Au départ, le jeune homme s'était engagé dans une formation chez Schindler. Pour devenir monteur en ascenseur. Un job exigeant. Au terme de leur apprentissage, les jeunes sortent en étant capables de monter un ascenseur de A à Z. Seuls, avec autant d'aisance que s'ils montaient un meuble Ikea. Les monteurs d'ascenseurs, le marché du travail se les arrache. Schindler en forme à peine 20 à 30 par an, aussi pour ses concurrents et partenaires. Perspective d'emploi au top. Oui, mais le job est solitaire. Seul dans sa cage, 8 h par jour. "Franchement, j'ai essayé. Mais je déprimais. C'est un job pour les autistes, ça...", nous glisse Alexander.

Il a donc laissé tomber son certificat. Il a glandé pendant un an, sans trop savoir que faire. Perdu. Et puis il a retrouvé une nouvelle voie. À 24 ans, il termine son cursus de polymécanicien à la MSW. Après, il veut faire l'université, en ingénieur. Aucune porte fermée, on vous dit. À condition de savoir suivre, au niveau financier... "Oui, on peut changer de formation, faire tout ce qu'on veut, bifurquer, à condition aussi d'avoir l'argent pour...", glisse-t-il.

Quand, à 15 ans, ces gamins et gamines terminent leur tronc commun, la pression monte sur leurs épaules. Une pression dont ne parlent pas les "officiels". Mais qui est présente. Latente. "Tout est organisé pour ne pas perdre les jeunes, ceux qui ne savent pas encore quelle direction prendre peuvent faire une année 'pont', des stages dans différents secteurs", explique Henriette Schmid, cheffe de la formation à l'Hôpital de l'Île.

En Suisse, un pays qui se targue d'avoir le plein-emploi - le taux de chômage est à 4,3%, celui des jeunes 6,8%, contre 18,7% en moyenne dans l'UE -, l'échec n'est pas une option. Le système propose 240 formations différentes aux jeunes. La formation continue ne connaît aucune limite d'âge. "Il n'y a pas de voie de garage, il y a toujours une option", explique Emanuel Wüthrich, de l'Institut fédéral de formation. "Alors, oui, ceux qui n'y arrivent pas, ce n'est pas très bien vu", murmure Alexander.

À 15 ans, les jeunes qui s'engagent dans l'apprentissage se retrouvent aussi avec la même pression qu'un adulte sur le marché du travail. Car, comme il y a un marché de l'emploi, il y a un marché des places d'apprentissage. Sans place dans l'entreprise, pas de place pour les deux journées à l'école. D'après un baromètre réalisé pour le compte du secrétaire d'État à la Formation, 71.000 jeunes étaient intéressés par un apprentissage en avril 2017, 49.000 d'entre eux avaient déjà reçu leur feu vert, 1.500 ont eu un accord pour une autre solution, 20.500 étaient encore sur le carreau.

Même si "seulement" un tiers des entreprises suisses s'engagent à offrir des places de stage, le nombre de places proposées dépasse le niveau de la demande de 8.000 unités. Les jeunes s'arrachent les places dans certaines entreprises renommées, comme Schindler, mais aussi les horlogers comme Rolex. Mais d'autres secteurs sont moins courus. À la mi-avril, 23.500 places étaient encore à prendre. Peut-être pas dans les branches que souhaitent les jeunes?

À côté des entreprises, les jeunes ont toujours la possibilité d'aller dans une école qui leur fournira une formation complète, comme la Mechatronik Schule de Winterthur. Même si ses élèves produisent des composants vendus sur le marché, elle reste une école, pas une entreprise formatrice. Ses élèves ne passent pas des journées entières dans les usines du coin. Ils font malgré tout un stage, variant de 3 à 6 mois, qui leur permet d'avoir une idée de ce qu'est réellement la pression du monde du travail. "Nous formons à des professions très complexes, pour lesquelles les entreprises n'ont pas toujours le temps ou l'argent de le faire", explique Markus Hitz, le directeur de l'école. Et surtout, elles ne sont pas toujours aussi intéressées qu'on le croit. "Chez nous, une grande partie des étudiants partent ensuite en haute école d'ingénieur. Les entreprises ont-elles envie d'investir dans la formation de jeunes dont elles savent qu'elles les quitteront? Non..."

De manière générale, 50% des jeunes restent dans l'entreprise qui les a formés, soit en CDD, soit en CDI. Une autre partie poursuit une formation, certains font leur service militaire... Qu'ont-elles à gagner, ces entreprises, alors qu'elles ne reçoivent aucun incitant financier? "Avoir du personnel qualifié, dit Emanuel Wüthrich. L'économie suisse est basée sur la technologie de pointe, les entreprises sont très à cheval sur la qualité, la recherche et développement. La formation, c'est un facteur clé pour beaucoup de secteurs."

Les entreprises participent d'ailleurs activement au système, ce sont elles qui portent les contenus de formation, qui demandent l'ouverture de formation sur base de l'analyse de leurs besoins (mis à jours tous les 5 ans). L'État fédéral, lui, se charge du développement stratégique du système, les cantons s'occupent du contrôle et de la délivrance des autorisations de formation.

Si elles n’ont pas d’incitants financiers, les entreprises s’y retrouvent malgré tout sur le plan financier. On l’a vu avec l’exmpel de Schindler. "La Suisse est le seul pays où les entreprises font du bénéfice sur la formation", dit Emanuel Wüthrich. "En 2009, les entreprises ont ainsi réalisé un bénéfice d'un demi-milliard de francs suisses en formation professionnelle. Le coût brut de la formation s'est élevé à 5,3 milliards de francs, mais les activités productrices des personnes en formation ont rapporté 5,8 milliards..."

Visite royale

Etudier les bons exemples

Nathalie Bamps

Ces 22 et 23 juin, le roi Philippe effectue une visite officielle en Suisse, dont l'objet porte sur l'enseignement en alternance. Une visite similaire avait déjà été organisée en Allemagne - autre modèle réputé d'enseignement en alternance au niveau européen - en mars 2015. Il sera accompagné de la Commissaire européenne Marianne Thyssen, du ministre de l'Emploi Kris Peeters,

du ministre-président flamand Geert Bourgeois, et des ministres régionaux en charge de la formation (Hilde Crevits, Eliane Tillieux et Didier Gosuin). Objectif: étudier les bonnes pratiques, pour améliorer le système chez nous.

En FWB, l'enseignement en alternance reste confidentiel: 9.000 jeunes le suivent dans les Cefa (centre d'éducation et de formation en alternance) de la Fédération Wallonie-Bruxelles, sur les 250.000 inscrits dans l'enseignement secondaire du 2e et 3e cycles... À côté de cela, il y a aussi les formations en alternance auprès de l'IFAPME (pour les adultes). L'enseignement supérieur vient aussi de se voir autorisé à organiser des masters en alternance.

Copyright © L'Echo